



Les services publics en tournée



RÉFÉRENDUM

Des toilettes publiques dans tous les quartiers ?

P.4-5

PARCOURS

Contrat cournevien de réussite (CCR) : un sacré coup de pouce.

P.6

OCTOBRE ROSE

Sensibilisation au dépistage du cancer du sein dans l'espace public.

P.7

GRAND BAIN

Le centre aquatique Annette-Kellermann ouvre ses portes.

P.13





Léa Desjours



L.D.



L.D.



L.D.



L.D.



L.D.

La saison culturelle prend son envol La fin du mois de septembre et le début du mois d'octobre marquent le lancement officiel de la saison culturelle. Cette année ont été proposés des événements gratuits touchant aux différents domaines qui font la richesse de la politique culturelle municipale. Notamment, le 6 octobre, un espace vidéo « mémoire des habitants des 4000 » a été ouvert, avant un spectacle de funambulisme au-dessus des 4000-Sud par l'artiste Tatiana-Mosio Bongonga. Une saison aux multiples dimensions s'annonce !



L.D.



L.D.

La Semaine bleue finit par une danse. Ils et elles avaient échangé conseils sur les smartphones et soins des mains. Des élèves en classe de 1^{re} du lycée professionnel Arthur-Rimbaud et les seniors de la Maison Marcel-Paul se sont retrouvés le vendredi 4 octobre lors d'un atelier danse afro, animé par l'association Ma Belle Étoile, suivi d'un thé dansant.

Toute une vie ensemble. Le samedi 5 octobre était célébrée en mairie la cérémonie d'anniversaire de mariage de deux couples courneuviens. Ounissa et Idir Saïdi ainsi que Ly Chhanne et Kim San Chi, se sont dit « oui » il y a respectivement 62 et 50 ans. Bientôt les 70 ans (platine), les 80 ans (chêne), les 90 ans (granite) et les 100 ans (eau).



Léa Desjours



Gilles Poux,
maire

Pour un cessez-le-feu environnemental!

« La Courneuve se mobilise pour un cessez-le-feu à Gaza, au Liban ou encore en Ukraine et nous avons raison. Notre monde et notre ville ont urgence de paix comme ils ont urgence de transition écologique et sociale.

C'est tout le sens de notre mobilisation pour un cessez-le-feu écologique avec la deuxième Semaine du développement durable qui se déroule en ce moment à La Courneuve. Elle fait suite à l'adoption par le conseil municipal d'une déclaration d'« urgence climatique et sociale » et d'un Agenda 2030.

La vie urbaine moderne laisse une empreinte écologique importante et, face aux conséquences écologiques, nous devons prendre notre part pour la réduire.

Depuis les années 1980, grâce à la géothermie, un logement sur deux est chauffé ici avec cette énergie renouvelable et nous travaillons à son extension sur le secteur Anatole-France. Dans le même esprit, nous amplifions nos actes avec la rénovation de nos bâtiments municipaux, plus de 2024 arbres plantés depuis 2020 comme nous nous y étions engagés, des cours oasis dans les écoles, des voitures municipales électriques, un circuit court et bio dans les cantines et un tri sélectif des déchets efficace...

Mardi dernier, pour dire « *si chacun fait un effort, notre ville ira mieux* », des centaines de Courneuvien-ne-s, notamment des employé-e-s communaux et je les remercie, ont participé à une demi-journée de collecte de déchets, comme proposé par le Conseil communal des enfants et adopté au Référendum courneuvien de 2023.

Mais précisément parce que nous prenons nos responsabilités, nous demandons à l'État de prendre les siennes. Or le projet de budget 2025 du gouvernement nous tourne le dos quand il prévoit de réduire d'un milliard le « fonds vert » consacré à la transition écologique des collectivités. Nous demandons également que les groupes industriels et financiers arrêtent de soutenir des projets écologiquement dévastateurs pour la planète. Nos vies valent plus que leurs profits.

On peut gagner.

Nous avons obtenu les 70 km/h sur l'A86, nous pouvons les obtenir sur l'A1. Comme nous pouvons obtenir que la ligne ferroviaire directe entre Paris et Roissy, prévue pour 2026, soit indolore pour les oreilles de Courneuvien-ne-s. Si ce n'est pas le cas, nous saurons nous mobiliser pour que les trains ne puissent pas circuler. La Courneuve agit et gagne! »

Démocratie participative

Poser la question d'un droit aux toilettes

Pour la 4^e édition du Référendum courneuvien, la municipalité invite les habitant-e-s à réfléchir et se prononcer sur l'installation de sanitaires publics gratuits.

Faire pipi et faire caca. Derrière ces mots qui gênent, amusent ou dégoûtent, il y a des besoins fondamentaux pour chacun-e d'entre nous, des besoins que certain-e-s d'entre nous ne peuvent pas satisfaire dans de bonnes conditions d'intimité, de confort et d'hygiène. Ce sont, dans le monde, les 3,5 milliards de personnes vivant sans services d'assainissement gérés en toute sécurité, dont 419 millions contraintes de pratiquer la « défécation en plein air » comme l'appellent les Nations unies. L'éradication de ce phénomène fait partie des Objectifs de développement durable pour 2030. Et ce sont, dans notre pays, les personnes sans domicile fixe ou habitant dans des logements insalubres. Pour ces dernières, l'accès gratuit à des toilettes dans l'espace public est un enjeu fondamental, de dignité, de santé et d'égalité. Mais ces installations s'adressent aussi à d'autres publics : les jeunes enfants, les personnes âgées, les travailleur-



Léa Desjours

Depuis 2021, la Ville donne une occasion supplémentaire aux habitant-e-s d'agir sur leur vie et sur leur ville avec le Référendum.

euse-s mobiles (conducteur-trice-s de taxi et de VTC, livreur-euse-s...), les personnes souffrant d'incontinence ou atteintes de certaines pathologies comme la maladie de Crohn, les touristes, promeneur-euse-s et voyageur-euse-s et les femmes, qui n'urinent pas aussi facilement dans l'espace public que le font des hommes et ont besoin d'un espace clos quand elles

ont leurs règles. Toutes les personnes prises d'un besoin pressant en dehors de leur domicile sont impactées par l'absence ou l'insuffisance de toilettes publiques. La municipalité, qui veut aménager la ville la plus inclusive possible et prend bien en compte l'exaspération des habitant-e-s face à des rues, places et parcs souillés, a donc décidé de

s'engager fortement sur ce sujet. Même si ce n'est pas obligatoire, même si ça ne fait pas partie de son programme et même si ça représenterait un investissement, entre l'installation, l'entretien et le fonctionnement, elle défend le déploiement de toilettes gratuites dans tous les quartiers de la ville. Sans imposer la décision. C'est aux habitant-e-s de faire leur choix. ● Olivia Moulin

ILS/ELLES ONT DIT...

Yasmine

« *Quelle mauvaise idée d'installer des toilettes publiques, ça va être dégueu ! En plus la ville est en train de changer, de devenir propre, ça fait plaisir et là ça gâcherait tout. J'ai parfois été obligée d'utiliser celles qu'il y a à Châtelet, à côté du centre Georges-Pompidou, et à chaque fois elles étaient dégoûtantes. Je préfère aller dans les bars. »*

Souhaina

« *Les toilettes publiques, c'est plutôt une bonne chose si c'est payant, à 1 euro ou 50 centimes par exemple, sinon ce ne sera pas très propre. C'est utile à la population et ça rapporte de l'argent à la mairie ! Il faut aussi que ce soient des toilettes séparées pour les hommes et pour les femmes. »*

Nunes

« *Dans ce quartier (les Quatre-Routes, ndlr), dès qu'il y a un petit coin dans une rue, il y a des hommes qui vont y faire leurs besoins sans aucune pudeur, devant des femmes et des enfants. À mon avis, il faut vraiment faire un test avec du mobilier en plastique avant de décider, parce que les gens se lâchent dans des toilettes publiques. »*

Kamul

« *Il n'y a rien du tout dans la ville quand on a très envie d'aller aux toilettes. C'est dommage pour des gens comme moi qui ont des problèmes de prostate, on n'a pas toujours un bar où aller ou de la monnaie pour payer un café. »*



2 questions à Julien Damon, sociologue, auteur de l'ouvrage *Toilettes publiques. Essai sur les commodités urbaines**

Regards : Que prévoit la loi en matière d'accès aux toilettes dans l'espace public ?



Julien Damon : Il n'y a pas d'obligation, dans le droit de l'urbanisme, pour la création de toilettes publiques. Il en existe, dans les Codes du travail et de la construction, pour les bâtiments, les bureaux, les appartements ou les chantiers. Dans l'espace public, si des toilettes publiques sont en place, des obligations pèsent sur elles, notamment en matière d'accessibilité pour les personnes handicapées. Aujourd'hui, la relative insuffisance, en quantité et en qualité, des services les plus basiques s'explique par l'histoire de chaque municipalité, mais aussi parce que le sujet n'est pas forcément pris toujours au sérieux. Ces commodités répondent pourtant aux nécessités les plus fondamentales. Tous, à un moment ou à un autre, nous sommes concernés.

R. : Quelles solutions proposez-vous pour améliorer l'offre de toilettes publiques ?

J. D. : Trois voies, complémentaires, de politiques publiques peuvent se déployer. D'abord, il faut certainement développer encore l'offre de sanitaires automatiques qui, 24 heures sur 24, proposent un service qui, à mon sens, doit certes être propre et sécurisé, mais aussi gratuit. Ensuite, on peut innover et envisager un dédommagement par les collectivités territoriales des bars et restaurants (ce sont, de fait, les principales toilettes publiques) qui laisseraient tout le monde utiliser leurs installations. Enfin, il faut une politique bien calibrée, lors d'événements sportifs ou festifs, afin de mettre en place, ponctuellement, avec les entreprises spécialisées, l'offre provisoire nécessaire. Bref, on peut faire mieux, peut-être avec un texte juridique contraignant les villes, à partir d'une certaine taille, à aménager une offre minimale.

* Julien Damon sera présent le 7 novembre à la Maison de la citoyenneté James-Marson pour une conférence-débat.



La Ville recrute des vacataires pour le Référendum courneuvien

Missions : tenue d'un bureau de vote, manutention et installation de matériel, gestion du stock de matériel, interpellation et information des habitant-e-s.

Horaires : temps partiel en journée (jusqu'à 19h maximum).

Qualités requises : sens de l'organisation, contact facile, adaptabilité, discrétion. La maîtrise de langues étrangères est un plus. Déplacements dans la ville à prévoir et permis de conduire bienvenu.

Contact : Maison de la citoyenneté James-Marson, tél. : 01 71 89 66 29, et mail : maisondelacitoyennete@lacourneuve.fr

Où voter ?

Du 6 au 16 novembre 2024

Dans les équipements publics de la Ville aux horaires suivants :

1 Maison de la citoyenneté James-Marson

Du lundi au vendredi de 9h à 18h.

2 Pôle administratif Mécano

Du lundi au vendredi de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h30, fermé le mardi matin.

3 Maison pour tous Cesária-Évora

Du lundi au vendredi de 9h à 12h30 et de 13h30 à 18h, le mardi uniquement de 13h30 à 18h.

4 Maison pour tous Youri-Gagarine

Du lundi au vendredi de 9h à 12h30 et de 13h30 à 18h, le mardi uniquement de 13h30 à 18h.

5 Maison pour tous Aoua-Keïta

Du lundi au vendredi de 9h à 12h30 et de 13h30 à 18h, le mardi uniquement de 13h30 à 18h.

6 Centre municipal de santé Salvador-Allende

Du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 13h30 à 18h, le samedi 9 novembre de 8h30 à 12h.

7 Boutique de quartier Quatre-Routes

Du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 13h30 à 17h.

8 Maison Marcel-Paul

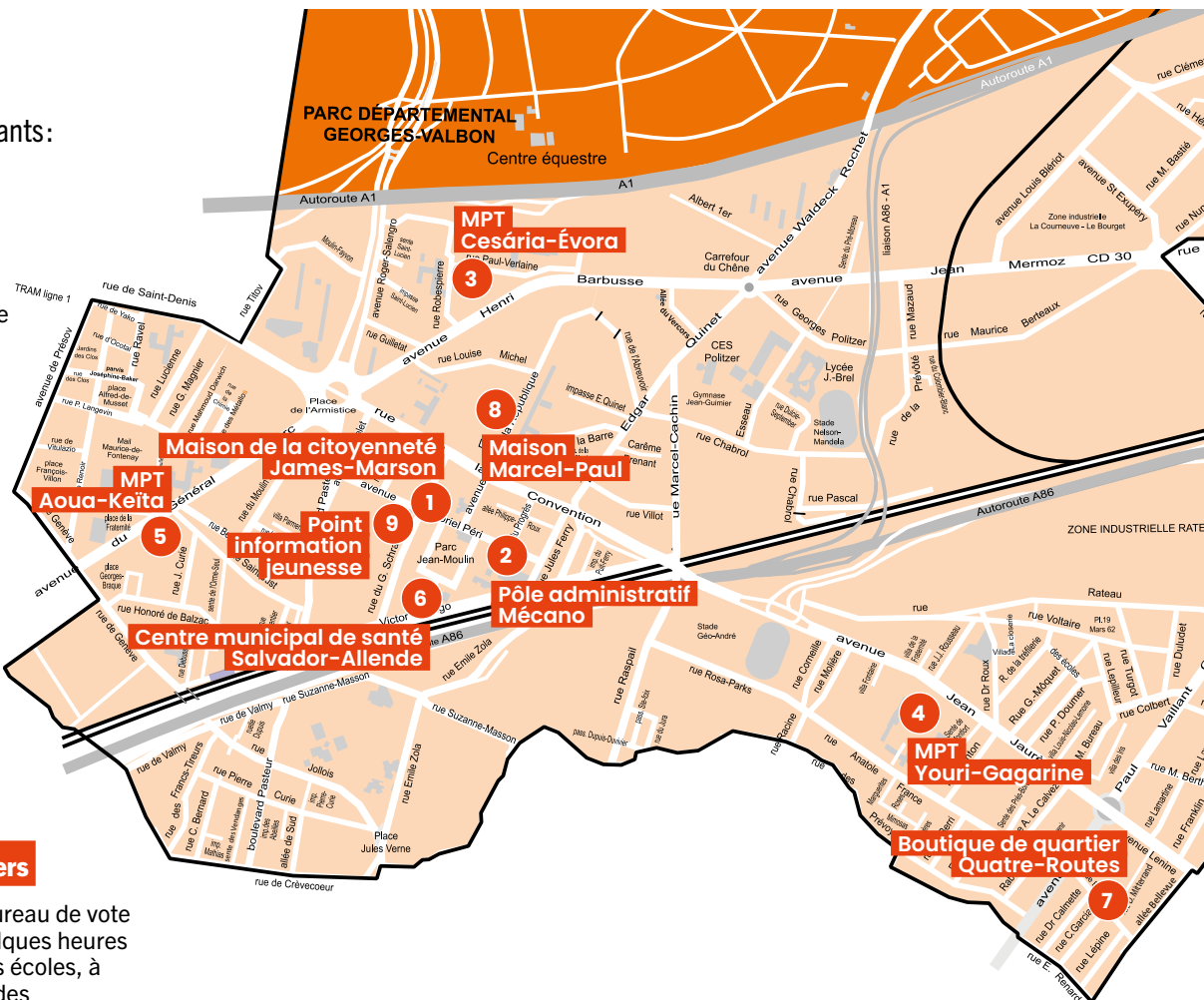
Jeudi 14 et vendredi 15 novembre de 9h à 10h et de 13h30 à 14h30.

9 Point info jeunesse

Du lundi et mercredi de 10h à 12h et de 14h30 à 18h, le jeudi de 14h à 18h, le vendredi de 10h à 12h et de 14h30 à 18h

Et aussi, dans les quartiers

Du 7 au 16 novembre, un bureau de vote mobile s'installera pour quelques heures sur les places, à la sortie des écoles, à proximité des transports et des commerces, pour vous permettre de voter.



Un coup de pouce pour les jeunes

Les Contrats courneuviens de réussite (CCR) constituent un dispositif d'accompagnement individuel de tout-e jeune âgé-e de 16 à 30 ans, qui en fait la demande, pour l'aider, notamment financièrement, dans des projet individuels ou collectifs. En contrepartie, elle ou il s'engage à participer à la vie citoyenne locale. Pour la promotion CCR du dernier trimestre 2024, focus sur trois lauréat-e-s dont les projets ont une dimension internationale. ● Nicolas Liébault



Vanujan Wigneswaran, 23 ans

L'international Vanujan y est plongé dès sa naissance, ses parents étant des réfugiés tamouls qui ont fui la guerre au Sri Lanka. À La Courneuve où il vit depuis toujours, « dès le plus jeune âge avec mes frères il a fallu s'occuper de leurs dossiers, de ceux des voisins ». Ses parents misent tout sur l'école: « C'était très encadré, donc je n'avais pas d'autre choix que d'aimer l'école. J'étais bon élève. » Ses parents l'inscrivent aussi au conservatoire: il y étudiera le piano pendant douze ans. Cela n'empêche pas le jeune homme, qui grandit à Chabrol, de participer aux diverses activités du territoire, dont La Courneuve Environnement. Le bac S en poche, il s'inscrit en droit à Nanterre. Souhaitant « sortir de sa zone de confort », l'international le rattrape: il part pour Athènes en L3, puis au Collège juridique franco-roumain d'études européennes à Bucarest en M1. Cette année, il est admis en M2 de Paris 2 en droit des affaires franco-asiatique... au Cambodge, avant un stage ailleurs en Asie. À terme, il aimerait travailler dans les affaires publiques en lien avec les États. Il est par ailleurs très engagé au sein de l'association de jeunes franco-tamouls Em Inam, qui a organisé une conférence sur le génocide tamoul et aussi une projection à L'Étoile avec le réalisateur Vibirson Gnanathepan. L'aide du CCR va contribuer aux charges là-bas et à son billet d'avion. En échange, il s'engagera au sein de l'association franco-tamoule de La Courneuve. **Aide: 1 800 euros.**

Kaori Fredureux-Cassassus, 16 ans

« Ma famille est là depuis trois générations ! ». À l'image de ses ascendant-e-s, Kaori est engagée dans sa ville. Son arrière-grand-père l'amenait déjà à 4 ans au centre équestre et le parc Georges-Valbon a beaucoup compté pour elle. De La Courneuve, elle a fréquenté les écoles jusqu'au lycée Jacques-Brel, où elle est aujourd'hui en première. Mais en pensée elle s'envole déjà pour... le Japon, dont elle est fan, à l'image de sa mère (son prénom vient de là-bas). « Anime, J-pop, manga-K, calligraphie: j'ai toujours baigné dedans », énumère-t-elle. Elle est attirée par l'esprit d'entraide des Japonais-es, leur politesse, mais aussi... leur goût pour le numérique. Elle a appris que l'association AFS Vivre sans frontière organisait des immersions pour lycéen-ne-s avec famille d'accueil, « une opportunité incroyable qui allait avec mon projet d'intégrer Sciences Po pour devenir diplomate et faire de la politique ». À partir du 1^{er} avril prochain et pendant dix mois, elle sera donc élève en première au Japon. « Prends-moi dans ta valise ! » lui demandent ses camarades de classe, enthousiastes. L'aide du CCR va couvrir le coût du programme et, en contrepartie, Kaori poursuivra son bénévolat au sein du Cercle des nageurs courneuviens. En attendant son départ, elle apprend le japonais via YouTube et « l'écriture avance très bien ». Yoi benky!

Aide: 1 700 euros.



Stéphanie Diakité, 26 ans

« J'ai vécu toute ma vie en face de la Cité des fleurs. » Stéphanie y grandit entourée de toutes ses copines et voisines « dans un quartier sympa et cosmopolite où il faisait bon vivre ». Après son lycée à Jacques-Brel en sciences et technologies de la santé et du social, elle décroche une licence à Paris 13 en sciences de l'éducation. Travaillant comme chargée d'accompagnement social et professionnel, elle s'intéresse alors « aux conditions de travail des salariés qui œuvrent dans les exploitations agricoles en Côte d'Ivoire ». Lors d'un voyage, elle y rencontre une dame qui dirige une entreprise exportant du beurre de karité, laquelle lui fait comprendre que « beaucoup sont des femmes, mal rémunérées ». Elle crée alors en avril dernier l'association Sourc'Elles, pour permettre à ces femmes d'être plus autonomes en répondant à leurs besoins: alphabétisation, formations, achat de matériel, autres activités... Elle noue pour cela un partenariat avec Djoli, une start-up qui connecte des agriculteurs et des restaurateurs, et d'autres institutions (Via le monde, Carte ONG). L'association prépare une opération test sur le terrain, envisageant à partir du deuxième semestre 2025 quatre missions par an. Le CCR va lui permettre de financer du matériel informatique pour le diagnostic de situation.

Aide: 800 euros.

Plus de renseignements sur les CCR: Point information jeunesse (PIJ), 59, rue du Général-Schramm. Tél.: 01 49 92 60 75, 06 11 31 90 15. Mail: ccr@lacourneuve.fr



Sensibilisation

Un Octobre rose sportif

Cette année encore, la campagne pour inciter au dépistage du cancer du sein est menée en partenariat avec les associations sportives de la ville.



Au programme notamment de cet Octobre rose à La Courneuve: une marche de 3 kilomètres dans le quartier des Quatre-Routes.

Progressivement, la place Claire-Lacombe, au quartier des Quatre-Routes, se pare de rose. Il est 14 heures, ce samedi 5 octobre, et les stands finissent d'être montés, tous ornés de ballons, évidemment roses. Chaque nouvel arrivant-e enfle un tee-shirt et une casquette fuchsia où le logo « La Courneuve CPTS – communauté professionnelle territoriale de santé » est apposé. Depuis de nombreuses années, la campagne nationale « Octobre rose » permet de sensibiliser la population sur le cancer du sein et son dépistage. Cette année, comme celle passée, la municipalité, via le service municipal des Sports et le Centre municipal de santé (CMS) Salvador-Allende, a décidé de s'associer à huit associations sportives, mais aussi, entre autres, à des sages-femmes libérales et au collectif Femmes d'avenir. Au programme, une marche dans le quartier de 3 kilomètres, des ateliers de prévention, d'informations, et des animations toute la journée. On retrouvera le même programme une semaine plus tard, place de la Fraternité. Farid Djema, président d'Unis-vers, distribue les tee-shirts. Au-delà de la

pratique sportive, son association parle nutrition, monte des projets comme l'apprentissage et le prêt de vélos, organise des sorties... « *L'activité physique, c'est aussi le bien-être, et donc c'est la santé, souligne-t-il. Le sport préserve. Et le renforcement musculaire, par exemple, est important pour les personnes en rémission. C'est aussi l'occasion de ne pas être seul, de créer du lien.* » Latifa Benkada ne sait que trop bien de quoi il est question. Le cancer du sein est venu frapper à sa porte sans crier gare il y a trois ans, elle n'avait que 39 ans. Cette membre active de l'association PropuL'C qui promeut le sport au féminin a été à l'initiative sur la ville du premier Octobre rose qui a conjugué la prévention, la santé et l'activité physique. « *Il n'y a pas d'âge pour ce cancer, souffle-t-elle. Alors, le dépistage, il ne faut pas attendre 50 ans pour le faire.* » La chimio, les bouffées de chaleur... l'épreuve n'a pas été facile. « *Mais j'étais bien entourée. Ma famille, et puis les femmes de l'association, dit celle qui reprend peu à peu la pratique sportive. Je ne peux pas encore courir comme avant, mais je fais de la marche. Quand on fait du sport, on est occupé. On ne pense plus à la maladie.* »

« Lutter contre le renoncement aux soins et les inégalités sociales »

Alors que détecté tôt, le cancer du sein guérit dans 90% des cas, la participation à son dépistage reste très faible à La Courneuve (voir ci-dessous). C'est notamment pour cette raison qu'en 2021, un dispositif d'accès aux soins de santé domicilié au CMS a été créé par la municipalité. « *Il permet à toutes les personnes sans couverture sociale de bénéficier de soins gratuitement et d'un accompagnement social vers l'ouverture de droits* », explique Siheil Khodiri, la médiatrice en santé du dispositif dont le rôle est de « *lutter contre le renoncement aux soins et les*

inégalités sociales ». Un service qui prend de plus en plus d'ampleur, au regard des besoins exponentiels. « *En Seine-Saint-Denis, le flux migratoire est important et le dépistage n'est pas leur priorité. À nous de ne pas laisser ces personnes de côté. Nous créons la passerelle entre elles et le centre de santé. Nous sommes le premier maillon de la chaîne.* » « *Un maillon incontournable, note Marine Ray, le médecin responsable de l'unité de santé publique au sein du CMS, car beaucoup de freins empêchent des populations de se faire dépister: la priorité d'avoir un toit, celle de manger, la barrière de la langue, la peur, les méandres administratifs... Alors nous essayons toujours d'associer une information beaucoup plus générale et, à chaque barrière, nous tentons d'apporter des réponses. Si certains n'ont pas de sécurité sociale, la médiation permet de les aider à ouvrir des droits. Et quand nous parlons dépistage du cancer du sein, nous parlons aussi vaccination.* » La place s'est très vite remplie. Beaucoup de femmes, mais aussi quelques hommes. Tou-te-s vêtus de rose. La sono crache une musique festive alors que la coach Sarah entraîne tout le monde dans un échauffement joyeux. La marche peut commencer. ● Nadège Dubessay

Centre municipal de santé Salvador-Allende, 2, mail de l'Égalité. Tél. : 01 49 92 60 60. Ouvert de 8h30 à 12h et de 13h30 à 19h30 du lundi au vendredi et de 8h30 à 12h le samedi.

L'importance du dépistage

Près d'une femme sur huit est touchée par un cancer du sein au cours de sa vie. Grâce au dépistage et à des traitements toujours plus performants, une diminution de la mortalité est observée depuis une dizaine d'années.



45,1%

D'après l'assurance maladie, en 2021-2022, le taux de participation au dépistage organisé ou individuel des femmes de 50 à 74 ans était de 45,1% sur la ville, contre 54,4% sur le département et 61,5% en France.

L'accès aux droits, ça r

Depuis près de deux ans et demi, un bus France services sillonne vos quartiers pour vous accompagner, gratuitement et sans rendez-vous, dans vos démarches administratives. Ce dispositif La Courneuve Mobile vous permet d'accéder en un seul lieu à onze (bientôt douze) organismes nationaux, la Ville prenant en charge le salaire des conseiller-ère-s et l'entretien du véhicule.



Léa Desjours

Ce 7 octobre, les habitant-e-s étaient nombreux à solliciter les services du bus stationné dans le quartier Verlainne.

Bienvenue ! » Sandrine Chatillon, conseillère France services, accueille Moussa et Maimouna autour d'une table dans le petit bus France services stationné ce lundi 7 octobre au matin place Oum-Kalthoum devant la boulangerie La Belle Époque dans le quartier des 4 000-Nord. Le couple a besoin d'un visa long

séjour pour faire venir sa fille en France et doit rassembler pour cela différents documents. L'agente en consulte la liste. Elle récupère le code de la Caisse d'allocations familiales du couple sur « Mon petit carnet », un bloc-notes que le bus fournit aux usager-ère-s pour qu'ils et elles y consignent les informations à ne pas perdre, dont les fameux mots de passe qu'on oublie facilement.

Via l'ordinateur, elle télécharge et imprime une attestation qui leur servira à prouver qu'ils résident bien sur le territoire français. La conseillère valide la case dans la liste : « Ça, c'est fait ! On passe à la suite ! » Elle recherche et photocopie les documents d'état civil, les avis d'imposition, etc. Au bout d'un moment, tout est coché ou presque : « Il ne manquera plus que le passeport et la facture EDF : à vous de les mettre dans votre demande », explique Sandrine Chatillon. « Merci ! Au revoir ! » : tout sourire, le couple s'éclipse. La conseillère renseigne alors un registre où elle indique chaque action menée. À la fin de la journée, elle devra entrer ces informations sur la plateforme France services.

Une nouvelle dame se présente, Horia. « Je veux partir en retraite mais ils demandent des mots de passe et je ne maîtrise pas. Comment accéder à la Caisse nationale

d'assurance vieillesse ? » panique-t-elle un peu. Sandrine Chatillon la rassure, se connecte et constate que son compte est bloqué car la dame a tenté d'entrer trop de mots de passe non valides. La conseillère sort alors sa botte secrète : le numéro d'un correspondant de la CPAM 93 qu'elle détient via France services. En cinq minutes, l'espace personnel est débloqué, ce qui permet d'obtenir un nouveau mot de passe, que la conseillère note tout de suite dans le petit carnet. En cas de blocage important, France services a aussi prévu le dispositif « administration+ » permettant une réponse sous vingt-quatre heures. La demande peut alors être faite, pile quatre mois avant la date de départ en retraite : il ne fallait pas attendre ! « En ce moment, il y a beaucoup de demandes de départ en retraite. Vers avril/juin, ce sera plutôt des déclarations d'impôts », note la conseillère. L'accès à une complémentaire santé constitue une demande récurrente. Après le repas, c'est le cas pour Nelly, qui voudrait souscrire une mutuelle mais n'en trouve pas à un prix abordable. Pas la peine de monter dans le bus : Sandrine Chatillon lui explique devant la porte que « la mutuelle communale est la moins chère car les tarifs en ont été négociés par la mairie ». Elle vérifie quand même si la dame est éligible à la couverture santé complémentaire (C2S) destinée aux personnes disposant de ressources modestes. À défaut, elle devra prendre une mutuelle. Les heures de l'après-midi s'égrènent. Jusqu'à la fin de la journée, les usager-ère-s feront la queue pour obtenir une solution à leurs difficultés. Faute de temps, il est proposé à une dame habitant rue Prešov de revenir le lendemain mardi car le bus sera stationné près de chez elle dans le quartier des 4 000-Sud. L'intérêt du bus est de permettre cette souplesse. C'est aussi ça, le service public ! ● Nicolas Liébault

Journée portes ouvertes le 18 octobre

À l'occasion des « journées France services » organisées au niveau national du 7 au 19 octobre, l'équipe La Courneuve Mobile vous rencontrera le vendredi 18 octobre de 10h à 16h lors de portes ouvertes au mail de l'Égalité.

Au programme Atelier numérique : créer son identité numérique avec un conseiller de La Poste, quiz numérique, dépistage de l'audition avec un de nos partenaires, Mission Audition, application pour recueillir le taux de satisfaction des usager-ère-s, moment convivial.

Venez nombreuses et nombreux visiter le bus et rencontrer les conseiller-ère-s !

Des nouveautés pour le bus

- Le bus permet déjà d'accéder à onze organismes avec qui France services est partenaire : le ministère de l'Intérieur, le ministère de la Justice, les Finances publiques, France Travail, l'Assurance retraite, l'Assurance maladie, la Caisse d'allocations familiales, la Mutualité sociale agricole, La Poste et aussi, depuis 2024, le ministère de l'Économie et France Rénov'. En janvier 2025, il est prévu qu'un douzième opérateur s'ajoute à la liste : l'Urssaf. Les organismes forment en continu les conseiller-ère-s pour un maximum d'efficacité dans l'aide aux démarches.

- Le constructeur du bus, la société Beauer, va installer un chauffage à essence pour améliorer les conditions de travail et d'accueil dans le bus. Le bus fermera pour cela toute la semaine du 21 au 25 octobre prochains.

oule !

Préparez votre venue

Si vous êtes déjà venu au bus, vous disposez peut-être du « petit carnet France services » où les différents mots de passe de vos espaces personnels sont indiqués : ne l'oubliez pas lors de votre entretien. Les conseiller-ère-s ne conservent pas les documents, donc merci de les apporter à chaque fois.

Si c'est la première fois que vous venez au bus, apportez si possible :

- les mots de passe de votre compte Ameli,
- votre carte Vitale,
- votre feuille d'impôts,
- votre mot de passe sur le site des impôts,
- votre smartphone, surtout si vous pouvez accéder à vos mails grâce à lui,
- le mot de passe de votre adresse mail.

Concernant les personnes non francophones, les conseiller-ère-s repéreront leur demande en consultant les documents qu'elles apporteront. Il leur sera aussi possible de passer un appel téléphonique à leur famille pendant l'entretien.

Si vous n'habitez pas La Courneuve

France services est un dispositif national et votre demande pourra être traitée n'importe où. Il sera possible de consulter le site de France services pour trouver une structure au plus près de chez vous (il y en a près de trois mille en France). À noter que certaines structures France services fonctionnent sur rendez-vous, ce qui n'est pas le cas pour le bus de La Courneuve.



Retrouvez France services en scannant ce QR code

Si vous voulez qu'on vous aide à rédiger un courrier, le bus n'est pas fait pour cela : adressez-vous à un-e écrivain-e public.



Pour trouver un-e écrivain-e public scannez ce QR code

En pratique

Accueil gratuit, sans rendez-vous et en présentiel :

Lundi de 9h30 à 12h et de 13h30 à 16h30, 49, avenue Henri-Barbusse.

Mardi de 14h30 à 17h30, 11, avenue du Général Leclerc.

Mercredi de 9h30 à 12h et de 13h30 à 16h30, place Claire-Lacombe.

Jeudi de 9h30 à 12h et de 13h30 à 16h30, rue Suzanne-Masson.

Vendredi de 9h30 à 12h, au centre administratif Mécano, 58, avenue Gabriel-Péri.

Pour plus d'informations : 01 49 92 61 26

ILS/ELLES ONT DIT...

Marie, avenue Henri-Barbusse

« J'ai appris que le bus existait par la Maison Marcel-Paul. Le lundi, c'est tout près de chez moi, j'en profite ! Aujourd'hui, je viens pour obtenir un avis sur une aide. On nous renseigne très bien et les conseillers sont compétents. C'est surtout de renseignements en matière informatique que j'ai besoin. L'attente est souvent assez longue car les gens sont maintenant au courant de l'existence du bus. »

Jamil, rue Rateau

« J'ai connu le bus en me rendant à la mairie. Je suis venu aujourd'hui pour rédiger une lettre en appui à un dossier de surendettement à la Banque de France. J'ai été bien reçu. Les conseillers m'ont informé qu'écrivain public n'était pas dans leurs fonctions. Ils m'ont donc orienté vers les structures où je pourrai bénéficier de ce type de service. »

Yamina, avenue Henri-Barbusse

« J'ai connu le bus par une amie. Je dois scanner des papiers pour renouveler ma carte de résident de dix ans, or je ne sais pas le faire. Le bus est plus rapide et il y a moins de queue que dans les administrations. C'est la troisième fois que je viens mais pas forcément le lundi : je cherche où est le bus et j'y vais dès que j'en ai besoin, car j'ai leur planning. »

Kaci, rue Paul-Verlaine

« C'est la première fois que je viens. Comme je suis maintenant en aide au retour à l'emploi, je voudrais connaître les critères pour avoir droit à la couverture santé complémentaire, puis remplir un dossier. Ma sœur est déjà venue pour la carte Amethyste et elle m'en a parlé. »

Patricia, allée du Progrès

« J'ai découvert le bus en juin pour mes démarches pour la retraite. Les conseillers sont compétents et sympathiques. Je ne maîtrise pas bien l'informatique et c'est une aide à l'aisance numérique avant tout que je cherche, car tout est dématérialisé. Je suis venue à d'autres points : aux Quatre-Routes, à la gare et à Mécano. Vu le monde, il faudrait deux bus au lieu d'un seul ! »

• Propos recueillis par N.L.



À l'intérieur du bus, Sandrine Chatillon, conseillère France services, accompagne un habitant dans ses démarches.

L'équipe de l'accès aux droits

L'équipe de La Courneuve Mobile :

- Sandrine Chatillon, conseillère France services (arrivée au lancement du bus en mai 2022) ;
- Laëtitia Chillon, conseillère France services (arrivée en mars 2024) ;
- Fatima Abdou, agente chargée de l'accueil (arrivée en août 2023).

L'appui des conseillers numériques :

- Jean-Jérôme Sical, diplômé CCP1 (présent depuis quelques mois) ;
- Jonathan Odin, en formation au conseil numérique (arrivé en juillet 2024).

Ils visent à rendre autonomes les usager-ère-s dans l'usage du numérique à travers des ateliers individuels et collectifs.

GRUPE DES ÉLU-E-S COMMUNISTES,
RADICAUX DE GAUCHE ET CITOYEN-NE-S ENGAGÉS

La Poste des 4 000: la réouverture enfin en vue



Le feuilleton de la réouverture de La Poste des 4 000 semble enfin aller vers une conclusion positive. Après plusieurs mois d'acharnement, aux côtés du Maire, pour que SSH et La Poste assument leurs responsabilités respectives, les travaux de remise en état débutent enfin. Je ne vous cacherais pas ma colère face aux

manques dont ont fait preuve ces deux structures dans ce dossier, alors que la fermeture du bureau de poste constitue une gêne majeure pour nombre de nos concitoyen-ne-s. Il aura fallu l'intervention de la municipalité pour que le dialogue se noue et qu'au bout de sept interminables mois, une solution soit enfin trouvée. Quoi qu'il en soit, la détermination a payé. Les services de La Poste, qui conduisent les travaux, s'engagent à une réouverture pour le lundi 4 novembre prochain. La municipalité sera toujours aux côtés de celles et ceux dont les droits sont bafoués. C'est pourquoi le Maire comme moi-même restons très attentifs à la suite des événements, pour que les Courneuviennes et Courneuviens soient respectés par celles et ceux qui sont en charge de cette mission de service public concrète, quotidienne et essentielle. Rendez-vous le 4 novembre pour fêter la réouverture ! ●

Rachid Maiza, adjoint au maire délégué à l'hygiène et au cadre de vie, adjoint de quartier

GRUPE DES ÉLUS SOCIALISTES, ÉCOLOGISTES ET CITOYENS

S'unir pour la paix et le respect du droit international



Il y a quelques jours en conseil municipal, nous avons réaffirmé notre soutien au peuple palestinien en accordant une subvention à l'Association pour le jumelage entre les camps de réfugiés palestiniens et les villes françaises (AJPF). L'un des camps qui a pu bénéficier de cette solidarité est celui de Burj-el-

Shemali. Ce soutien sans faille s'inscrit dans une volonté de la part de la commune, comme du Département, d'aider les populations les plus durement touchées au Proche-Orient, notamment à travers le fonds de solidarité pour Gaza. Cela fait un an que ce territoire subit des bombardements incessants, avec chaque jour son lot de victimes civiles. Récemment, un violent incendie a fait 4 morts et 40 blessés dans un camp de réfugiés installé dans un hôpital une nouvelle fois bombardé à Gaza. Le droit international, qui devrait protéger les innocents, est aujourd'hui bafoué par un gouvernement israélien d'extrême droite qui poursuit sa politique de répression, de colonisation et de siège. Ces actes, contraires aux conventions internationales, nous rappellent l'urgence d'une réaction forte pour exiger le respect des droits humains fondamentaux. Ils nous rappellent l'importance de maintenir le dialogue et de promouvoir la paix à travers des actions concrètes, afin que les Palestiniens, comme les Israéliens, vivent en sécurité et dans le respect mutuel. Faisons entendre une voix de paix, de justice et de dignité, en réaffirmant notre opposition à toute forme de violence, d'oppression et d'injustice. ●

Oumarou Doucouré, premier maire-adjoint de La Courneuve et vice-président de Plaine Commune

GRUPE UNION POPULAIRE RÉPUBLICAINE

Le texte du groupe n'est pas parvenu à temps à la rédaction du journal.



GRUPE ENSEMBLE, RÉINVENTONS LA COURNEUVE

À quand une écologie populaire à La Courneuve ?



Les crises écologiques, sociales et politiques n'épargnent personne, mais elles touchent plus durement les populations vulnérables, notamment dans nos quartiers populaires. La transition écologique et sociale ne peut se résumer à des mesures techniques ou symboliques. Planter des arbres est important, mais cela ne suffit pas.

Nous devons être à la hauteur des enjeux et défendre la justice sociale. L'écologie populaire exige des actions concrètes, collectives et ancrées dans la réalité des habitantes et habitants. Ce n'est pas un outil de marketing pour masquer des intérêts personnels sous de fausses convictions.

Les projets écologiques de notre ville doivent être coconstruits avec les habitants afin d'être en accord avec nos réalités et d'éviter d'accentuer les fractures sociales.

L'écologie populaire renforce les solidarités locales, accompagne le développement de l'économie circulaire locale. Elle est également une opportunité pour la création d'emplois locaux, non délocalisables, dans les secteurs des énergies renouvelables et du bâtiment. Notre jeunesse doit être outillée pour faire de la transition une chance pour son avenir.

Profondément convaincus et engagés pour l'écologie et la justice sociale, nous continuons de défendre une écologie populaire, solidaire et inclusive pour l'avenir de notre ville ! ●

Nabih Rezkalla, conseillère municipale
« Ensemble, Réinventons La Courneuve »
liste Europe Écologie Les Verts et
les forces de gauche et citoyennes
Tél. : 07 82 22 28 00 eelv.lacourneuve@gmail.com

ÉLU «L'AUDACE DE L'ESPOIR»

Le texte du groupe n'est pas parvenu à temps à la rédaction du journal.



Les textes de ces tribunes, où s'expriment tous les groupes représentés au conseil municipal, n'engagent que leurs auteurs.

Environnement

Faire sa part pour la planète

Il n'y a pas de petit geste. Depuis le 11 octobre, habitant-e-s, agent-e-s de la Ville et élu-e-s multiplient les actions en faveur de la transition écologique et sociale dans le cadre de la Semaine du développement durable.



Léa Desjours



L.D.

1, 2, 3... Propreté! Le 15 octobre, des élu-e-s et des centaines d'agent-e-s ont arpenté les espaces publics de la ville pour collecter, trier et peser cartons, emballages en plastique, verre et métal, papiers et ordures ménagères dans le cadre du « Marathon des déchets ».



Meyer



M.

Le 12 octobre, petit-e-s et grand-e-s se sont retrouvés à La Comète – Maison des pratiques artistiques amateurs pour imaginer une société plus juste, plus durable et plus heureuse à l'occasion de l'atelier-jeu « Voyage en 2030 Glorieuses ».



M.

Les fruits et les légumes, c'est bon pour la santé et pour le moral. Le 12 octobre, dans les jardins de Carême-Prenant, des dizaines de personnes ont cuisiné en groupe et en musique des denrées récupérées au marché puis ont dégusté les soupes et les smoothies fraîchement préparés lors de la « Disco soupe – Fête (faites!) de l'Alimentation saine et durable ».



Jean-Michel Sicot

Tou-te-s en selle! Vélo-délire, réparation et vélo-école: les habitant-e-s ont pu participer à plusieurs ateliers autour de cette mobilité propre et active lors de la « Fête (faites!) du vélo » organisée le 13 octobre au centre-ville.

Le lycée Denis-Papin veut son infirmi-er-ère

Les personnels du lycée professionnel Denis-Papin étaient en grève le mardi 8 octobre et un rassemblement revendicatif a été organisé ce matin-là devant l'établissement. En cause: la vacance, qui s'éternise, du poste d'infirmi-er-ère scolaire.

Enseignant-e-s, AESH, assistant d'éducation, professeur-e-s, documentaliste, représentant-e-s des parents, élèves... : toute la communauté éducative était présente dans la cour du lycée professionnel Denis-Papin ce matin du 8 octobre pour protester contre la vacance du poste d'infirmi-er-ère scolaire

depuis décembre dernier. D'abord en arrêt maladie, la titulaire a demandé sa mutation et le poste s'est donc libéré. Or, aucun-e remplaçant-e n'a été nommé depuis par le rectorat. « *Pourtant, dans notre lycée, les élèves travaillent dans des ateliers, parfois sur des machines dangereuses, en ferronnerie, en métallerie, en électricité, en mécanique!* » s'insurge Morgane Marty, enseignante en lettres-histoire et élue au conseil d'administration pour SUD éducation 93. « *On a une petite formation pour gérer la sécurité mais pas pour les encadrer en cas de blessures. Or, cela engendre de l'absentéisme car les élèves rentrent chez eux, souvent loin du lycée car, ici, ils viennent de partout* », développe la syndicaliste. Cette difficulté est redoublée par l'absence d'un-e psychologue.

Une politique d'austérité

Parents et lycéen-ne-s protestent également. Sabah Ibssatene, du Collectif des parents 93, pointe l'impact de cette vacance sur « *les élèves porteurs de handicap, et aussi ceux qui suivent un traitement mais sans disposer de leurs médicaments sur eux* ». Berith, délégué des lycéen-ne-s dans l'établissement, exprime aussi sa colère : « *On n'en peut plus! Des élèves sont*

malades et nos parents doivent parfois quitter leur travail pour venir nous chercher. » Stéphane Duvivier, enseignant en génie mécanique, du SNUEP-93, renchérit : « *Une infirmière, c'est de la bobologie, de l'écoute, de l'éducation, de la prévention sur la vie sexuelle, sur les addictions, sur la vie au travail.* » Mais il replace aussi cette situation dans un contexte plus global : « *Nous nous inscrivons dans la mobilisation pour le plan d'urgence pour l'éducation en Seine Saint-Denis. Tous les ans, des postes sont non pourvus à cause d'une politique d'austérité. On veut un cadrage national sur l'éducation et sur les lycées professionnels.* »

À la rentrée de septembre, le chef d'établissement a alerté le rectorat. Un courrier intersyndical du SNUEP-FSU et de SUD éducation 93 a aussi été envoyé, avec le soutien du Collectif des parents 93. Parallèlement, deux pétitions, des personnels puis des parents, étaient initiées. Le maire Gilles Poux et la députée Soumya Bourouaha ont eux-mêmes écrit un mail. Les personnels ont attendu la réunion départementale de rentrée avec la préfecture le 7 octobre pour se mettre en grève. Mais la réponse de l'académie a toujours été la même : l'appel d'air des ressources humaines ne fonctionne pas. « *Le rectorat ne propose pas l'ide concertation avec les équipes sur le terrain et n'effectue aucune campagne de recrutement* », critique Morgane Marty. « *Certes, le salaire, divisé par deux sur un poste scolaire, est peu attractif, mais l'infirmière dispose des vacances scolaires et est moins impactée par les contraintes de nuit. Cela pourrait constituer une reconversion intéressante!* » plaide-t-elle. La communauté éducative sera-t-elle entendue? Une assemblée générale a voté une nouvelle grève pour le 5 novembre.

● Nicolas Liébault



Léa Desjours

La communauté éducative du lycée professionnel Denis-Papin est déterminée à obtenir gain de cause.

La coopération en actes avec la Palestine

La collectivité coopère depuis 2008 avec le camp de réfugié-e-s palestiniens Burj-el-Shemali situé au Liban, dans le cadre de son engagement avec l'Association pour le jumelage entre les camps de réfugiés palestiniens et les villes françaises (AJPF). Par le passé, des délégations se sont rendues dans ce camp et des enfants palestiniens ont séjourné à La Courneuve. Le 25 juillet dernier, la Ville avait accueilli une délégation palestinienne, composée de jeunes venant de camps de réfugié-e-s en Cisjordanie, dans le cadre d'une

visite organisée par l'AJPF. Lors du conseil municipal du jeudi 10 octobre, une subvention de 2 500 euros a été votée pour soutenir l'AJPF, laquelle n'a pas reçu les fonds espérés de la part du ministère des Affaires étrangères. À noter qu'aux côtés d'autres communes françaises, la municipalité est engagée dans le projet Jer'Est qui vise à soutenir les activités culturelles, sociales et psychosociales du centre Al-Bustan à Jérusalem et qui donnera lieu à une soirée le 21 octobre (voir l'agenda page 15). ● N. L.

Hommage

Le conseil municipal, lors de sa séance du 10 octobre, a observé à l'unanimité une minute de silence en hommage aux victimes depuis un an au Moyen-Orient, pour un cessez-le-feu à Gaza et au Liban, pour la reconnaissance de l'État palestinien et pour la libération des otages.

Lutte contre les inégalités

Un plongeon en avant

L'ouverture du centre aquatique départemental Annette-Kellermann, héritage des Jeux olympiques et paralympiques, va permettre à plus d'écolier-ère-s d'apprendre à nager.



Léa Desjours

Dans cette nouvelle piscine, les élèves font treize séances de quarante minutes lors d'un cycle.

A-t-elle vraiment besoin de cours? « *Moi, je suis capable de toucher le fond sans problème, je n'ai pas du tout peur! J'ai appris à nager à Béatrice-Hess* », annonce Saïda, 9 ans, en souriant de toutes ses dents. Comme d'autres élèves de CM1 des écoles élémentaires Jules-Vallès et Robespierre, la fillette participe ce 23 septembre à une séance de natation au centre aquatique départemental Annette-Kellermann. Un équipement flambant neuf, financé à hauteur de 35 millions d'euros par la Société de livraison des ouvrages olympiques et 5 millions par le Département de Seine-Saint-Denis, qui a servi de site d'entraînement aux joueur-euse-s de water-polo durant l'été avant d'ouvrir ses portes au grand public, aux associations et aux scolaires début septembre. Cette piscine, comme toutes les autres héritées des Jeux olympiques et paralympiques, permet de rattraper un peu le retard au territoire en matière d'infrastructures aquatiques. En 2022, avant de lancer son deuxième « Plan piscines » – un plan de construction, reconstruc-

tion et rénovation qui court jusqu'en 2028 –, le département comptait moins de 60 mètres carrés de bassin pour 10 000 habitant-e-s, contre 160 mètres carrés pour la région et plus de 260 mètres carrés pour le pays. L'enjeu est de taille. Il s'agit de développer l'apprentissage de la nage, qui marque aussi un retard en Seine-Saint-Denis: entre 50% à 60% des jeunes qui entrent en 6^e ne savent pas nager, contre 40% au niveau national. « *L'ouverture du centre aquatique a augmenté la capacité d'accueil des scolaires courneuviens*, indique Nicolas Marchandise, responsable du secteur Éducation sportive à la Ville. *Ça a libéré des créneaux à la piscine Béatrice-Hess, qu'on a affectés à d'autres classes.* » Chutes arrière, déplacements sur le ventre, immersions... Répartis en trois groupes selon leur niveau, heureusement pour Saïda, les enfants enchaînent les exercices. « *On fera passer le test du Savoir-nager en sécurité à ceux qui se débrouillent bien et le test Pass nautique aux autres, parce qu'ils peuvent utiliser une aide à la flottaison comme une frite ou une ceinture* », explique Pape Sarr,

maître-nageur sauveteur. Le premier fait partie du programme du cycle 3 (CM1, CM2 et 6^e) de l'Éducation nationale. Quant au second, « *il permet aux gamins de faire des activités aquatiques et nautiques quand ils vont à la base de loisirs*

Se baigner, s'amuser et se détendre

Le centre aquatique Annette-Kellermann propose plusieurs espaces, selon les envies:

- **un espace aquatique** intérieur avec un bassin sportif de huit lignes d'eau; un bassin ludique avec un espace pour pratiquer la nage et un espace ludique avec des bancs bouillonnants, des cols de cygne...; un bassin d'éveil pour faire découvrir le milieu aquatique aux petit-e-s et une lagune de jeux avec un geyser et des fontaines;

- **un espace bien-être** et balnéothérapie avec un hammam; deux saunas; des équipements balnéo comme des douches massantes, un bain bouillant et un bain froid; une salle de musculation; un espace de relaxation, une tisanerie et une terrasse fitness;

- **en extérieur**, un bassin nordique de six lignes d'eau, ouvert toute l'année; un bassin avec des canons à eau et un jacuzzi; une plage aqualudique avec des fontaines et un geyser et deux espaces solarium, ouverts l'été.



Informations pratiques en scannant ce QR code

de Champs-sur-Marne, quand ils vont en colo... » rappelle Nicolas Marchandise. L'aisance aquatique, c'est un impératif de sécurité publique, mais c'est aussi une question de plaisir, d'autonomie et d'émancipation. ● Olivia Moulin



Santé

Relevez le défi du Mois sans tabac !

Envie d'arrêter de fumer ? En participant à la prochaine édition du Mois sans tabac, qui commence le 1^{er} novembre, vous aurez accès à plusieurs outils et conseils pour y arriver :

- une consultation avec un-e professionnel-le de l'arrêt du tabac ;
- des divertissements pour tenir bon (vidéos, podcasts, exercices de relaxation et de sport) ;
- du soutien de la part des autres participant-e-s grâce à une communauté fédérée *via* les réseaux sociaux (Facebook, X et Instagram) ;
- un kit d'aide à l'arrêt composé d'un programme de 40 jours (10 jours de préparation et 30 jours de défi) ; d'une « roue des économies » pour simuler les économies réalisées en cessant de fumer et de brochures d'informations. Ce kit peut être commandé gratuitement par courrier postal, téléchargé directement sur les sites Mois sans tabac et Santé publique France ou récupéré dans les pharmacies partenaires. Pour bénéficier de cet accompagnement, il suffit de s'inscrire avant le 1^{er} novembre sur le site Mois sans tabac : <https://mois-sans-tabac.tabac-info-service.fr>.

Disponible toute l'année en dehors de cette opération, l'outil Tabac info service comprend :

- un site Internet, <https://www.tabac-info-service.fr/>, avec de nombreux contenus et services d'accompagnement ;
- une ligne téléphonique gratuite, le 39 89, pour échanger avec un-e tabacologue et bénéficier d'un suivi personnalisé (ligne accessible aux sourd-e-s ou malentendant-e-s *via* la plateforme Acceo) ;
- une application mobile d'e-coaching.

À La Courneuve, vous pouvez aussi vous tourner vers les tabacologues, addictologues, psychologues et infirmier-e-s du Centre de soins d'accueil et de prévention en addictologie (CSAPA), hébergé au Centre municipal de santé Salvador-Allende (2, mail de l'Égalité ; tél. : 01 49 92 60 60) et vers la docteure libérale Cécilia Pascal, spécialisée dans ce domaine, à la Maison médicale Paul-Verlaine (9, rue Alice Guy ; tél. : 09 75 96 28 47).



Shutterstock

Transports en commun

Travaux sur le RER B

La circulation entre les gares de Denfert-Rochereau et Aéroport Charles-de-Gaulle 2-TGV/Mitry-Claye sera interrompue dans les deux sens à partir de 22h45 les lundis, mardis, mercredis et jeudis du 21 au 31 octobre, en raison de travaux de maintenance. Un dispositif de bus de remplacement sera mis en place entre La Plaine-Stade de France et Aéroport Charles-de-Gaulle 2-TGV/Mitry-Claye. Pour rejoindre les gares se situant entre Paris Gare du Nord et Denfert-Rochereau, il faudra emprunter le métro ou le bus. Et l'interconnexion sera suspendue à Gare du Nord toute la journée du vendredi 25 au dimanche 27 octobre, en raison de travaux préparatoires au remplacement d'un ouvrage d'art. Pour poursuivre votre trajet, il faudra changer de train entre les voies souterraines et les voies de surface.

Handicap intellectuel

Une nouvelle permanence à Mécano

Courant novembre, une permanence gratuite sur rendez-vous avec une médiatrice de parcours inclusif sera mise en place deux fois par mois de 13h30 à 17h dans les locaux du Pôle administratif Mécano (1, mail de l'Égalité/58, avenue Gabriel-Péri). La mission de cette professionnelle de l'association Trisomie 21 France ? Accompagner les personnes en situation de handicap intellectuel dans la définition et la construction de leur projet de vie, dans tous les domaines : scolarité, emploi, formation, santé, loisirs, logement, vie sociale, transports... Et la médiatrice recherchera avec elles les moyens de mettre en œuvre leur projet dans le droit commun ou dans le droit spécialisé. Cette permanence sera aussi ouverte aux aidant-e-s et à aux membres des familles.

Prise de rendez-vous avec la médiatrice Daniellie Derina par téléphone au 06 49 52 16 00 ou par mail à facilitateur2.93@dispositifad.org.

ÉTAT CIVIL

DU 3 JUILLET AU 12 SEPTEMBRE 2024

NAISSANCES

Yara FERRIGNO
née le 3 juillet

Lamine DIANGANA
né le 3 juillet

Aathiran THURASINGAM
né le 4 juillet

Nisayah OBLE GNAGNE
né le 4 juillet

Adhiya RAGUNATHAN
né le 12 juillet

Moctar-Issouf KONATE
né le 18 juillet à

Luna IBRAHIME
née le 21 juillet

Samy EL HAGIN
né le 28 juillet

Maria KAID
née le 10 aout

Abir BOUAIADI
né le 19 aout

Aaron AG ALY
né le 23 aout

Isaac AG ALY
né le 23 aout

Waris JAMIL
né le 24 aout

Eshan CHAUDHRY
né le 28 aout

Izhaan PATEL
né le 30 aout

Maya SOUMARE
née le 31 aout

Ousmane MOUGAMMADOU
né le 9 septembre
Aaliyah EL-GUETTI
né le 12 septembre

MARIAGES

M. Souffiane MORRHADI
et Mme Sarah IDIREN

M. Hamllaoui IBRAHIM
et Mme Mariame FAOUAZ

M. Ramzi BELGACEM
et Mme Laila EL HELIMI

M. Daniel CLAUDE
et Mme Aïcha SANOGO

M. Seteman TAMANG
et Mme Ambika SHRESTHA

M. Mohamed HENNACH
et Mme Fatima ABIDOUCHE

M. Hossain MD JAKIR
et Mme Sharminn ROMMANA

M. Zoheb UDDIN
et Mme Anika TASNIM

M. Jean-Louis HUGONIN
et Mme Jacqueline DESIRABEL

M. Marwane BOUSRHAL
et Mme Doha MAJID

M. Erick NOURRY
et Mme Myrienne REKHAMDJI

M. Hyssam HEDHLI
et Mme Soukaina BOULLAH

M. Christopher FULLER
et Mme Natalie MCKANE

M. Rayan RAJABALY
et Mme Fatema ZEHANATE

M. Lorys SAINZ
et Mme Audrey TANGONO
M. Rayane ROUAG
et Mme Imane OURIAGHI

M. Sankaran
DATCHANAMOURTHY
et Mme Laurence ADEL

M. Faissal HOCINI
et Mme Elsa DA CRUZ

DÉCÈS

Madame Mireille LEROY
épouse Leroy

Monsieur Marcel LANDAIS
Madame Lucienne MAILLET
épouse Couteau

Monsieur Essaid MEFLAH
Madame Léonie GONTRAN
épouse Montoute

Monsieur Jean NAKACHE
Madame Chaaibia BOUAOUA
épouse Blada

Monsieur Sofiane KHEDIR
Monsieur Akima CHERIDI

Naima ESSID
épouse Mhalla

Nathalie BALA
épouse Kiwuta Kutungenda

Madame Claire MERY
Monsieur Franck RENNEN

Madame Djamil MAYOUF

NUMÉROS UTILES

PHARMACIES DE GARDE

- consulter monpharmacien-idf.fr

URGENCES

POMPIERS : 18 • POLICE-SECOURS : 17

• SAMU : 15

COMMISSARIAT DE POLICE

• Place du Pommier-de-Bois

Tél. : 01 43 11 77 30

MÉDECINS DE GARDE

• Urgences 93

Tél. : 01 48 32 15 15

CENTRE ANTI-POISON

• Hôpital Fernand-Widal -

200, rue du Faubourg-Saint-Denis, Paris

Tél. : 01 40 05 48 48

COLLECTE DES DÉCHETS

Tél. : 0 800 074 904

(gratuit depuis un fixe).

ACCOMPAGNEMENT ET TRANSPORT

DES PERSONNES ÂGÉES

Tél. : 01 71 89 66 15

Les mardis et vendredis.

MAIRIE

Tél. : 01 49 92 60 00

PÔLE ADMINISTRATIF MÉCANO

• 1, mail de l'Égalité / 58, avenue Gabriel-Péri

Tél. : 01 49 92 60 00

PLAINE COMMUNE

• 21, av. Jules-Rimet, 93218 Saint-Denis

Tél. : 01 55 93 55 55

PERMANENCES DES ÉLU-E-S

• M. le maire, Gilles Poux, reçoit sur rendez-vous. Pour obtenir une entrevue, vous pouvez lui adresser un courrier à l'hôtel de ville ou lui écrire à l'adresse suivante : maire@lacourneuve.fr

Pour obtenir un rendez-vous avec les élu-e-s, un formulaire est à remplir à l'accueil de la mairie.

• M^{me} la députée, Soumya Bourouaha, reçoit sur rendez-vous. Tél. : 01 42 35 71 97

• M. le président du Conseil départemental, Stéphane Troussel reçoit chaque mercredi de 14h à 17h. Pour prendre rendez-vous,

écrivez à l'adresse suivante : stephane.troussel@lacourneuve.fr

PERMANENCES DES ÉLU-E-S

SANS RENDEZ-VOUS

Les permanences des élu-e-s se tiennent tous les mercredis et jeudis sans rendez-vous (sauf période scolaire) de 16h à 18h. L'accueil des usager-ère-s a lieu à l'hôtel de ville de 15h30 à 16h pour être pris en permanence le même jour.

PERMANENCES DE L'ADIL

Permanences d'information/conseil auprès des propriétaires et des locataires des logements privés (copropriété, contrat de location, charges impayées...).

Consultation gratuite.

Les rendez-vous se font désormais auprès de la Maison de la justice et du droit, 2, avenue de la République.

Tél. : 01 49 92 62 05

17 OCTOBRE

ESPACE PUBLIC NOUVEAUX NOMS

Dévoilement de la plaque du square Dorothy-Johnson-Vaughan, dans le cadre de la Semaine du développement durable.

Rue Chabrol, à 11h30.

17 OCTOBRE

HOMMAGE 17-OCTOBRE-1961

Commémoration du massacre de plus de deux cents Algérien-ne-s par la police française, lors d'une manifestation pacifique organisée à Paris.

Place de la Fraternité, à 17h.

17, 24 ET 31 OCTOBRE

VOIRIE OPÉRATIONS « COUP DE PROPRE »

Les grands nettoyages de l'espace public reprennent !

17/10: rue Anatole-France (partie entre l'avenue Paul-Vaillant-Couturier et Danton).

24/10: rue Anatole-France (partie entre Danton et Corneille).

31/10: rue Louise-Michel. De 6h à 13h.

18 OCTOBRE

SENIORS INSTITUT DU MONDE ARABE

La Maison des seniors Marcel-Paul vous invite à une visite guidée de l'Institut du monde arabe, situé au cœur de Paris, dans le 5^e arrondissement. Trajet en transport en commun.

Rendez-vous à 9h15 à Marcel-Paul.

18 OCTOBRE

THÉÂTRE MILLE PETITS RIENS



Lancement du projet de création théâtrale, proposé par la compagnie Les Enfants du Paradis, avec les habitant-e-s. Atelier et répétitions tous les vendredis après-midi (hors vacances scolaires). Ouvert à tou-te-s.

La Comète, 21, avenue Gabriel Péri, de 14h à 16h. Inscription: lacomete@lacourneuve.fr ou 06 52 27 12 15.

18 OCTOBRE

ÉVÈNEMENT COURS OASIS

Dans le cadre de la Semaine du développement durable, la municipalité inaugure les cours oasis (végétalisées) des écoles Langevin-Wallon.

À 16h15 devant l'école côté avenue du Général-Leclerc.

18 OCTOBRE

FESTIVAL VILLES DES MUSIQUES DU MONDE

Venez découvrir la musique tzigane avec Marcela & Los Murchales, Merak Balkan Block Party et Baklava Orkestar.

Centre culturel Jean-Houdremont, à 19h.

19 OCTOBRE

SOLIDARITÉ VENTE À PRIX COÛTANT



Vente de pommes de terre par un agriculteur des Hauts-de-France.

Parking Daniel-Féry, avenue Paul-Vaillant-Couturier/rue Marcellin-Berthelot (Quatre-Routes), de 9h à 15h. 7,5 euros les 15 kilogrammes.

19 ET 26 OCTOBRE

PARC BOXING FORME FÉMININ



Remettez-vous en forme en utilisant les techniques de boxe pieds-poings pour un renforcement musculaire efficace. Améliorez votre condition physique et votre souplesse. Prévoyez un tapis de sol.

Parc départemental Georges-Valbon, devant la Maison Édouard-Glissant, de 10h30 à 12h. Public adulte.



Inscription obligatoire en scannant ce QR code.

19 OCTOBRE

MÉDIATHÈQUE PROJECTION

Projection du film d'animation *Wall-E*, une fable écologique réalisée par les studios Pixar.

Médiathèque John-Lennon, à 15h. À partir de 6 ans.

20 OCTOBRE

PARC MARCHÉ NORDIQUE

Découvrez de nouveaux points de vue sur le parc en pratiquant cette marche dynamique! La séance débute par un échauffement et se termine par des étirements. Prévoyez des chaussures basses, les bâtons vous seront fournis.

Rendez-vous à la Maison du parc départemental Georges-Valbon, à 14h.



Inscription en scannant ce QR code.

21 OCTOBRE

RENCONTRE SOIRÉE PALESTINE

Une soirée consacrée à la situation actuelle à Jérusalem et plus globalement en Palestine. Un documentaire sera diffusé, puis les jeunes Courneuvien-ne-s ayant participé au programme Jer'Est évoqueront leur expérience. Un buffet sera également offert.

Maison pour tous Cesária-Évora, de 18h30 à 21h30.

DU 21 AU 25 OCTOBRE

ACTIVITÉS STAGES SPORTIFS

Pendant les vacances d'automne, le service des Sports propose des activités sportives gratuites.

- De 10h à 12h: sports collectifs/sports d'opposition.
- De 14h à 17h: sports de raquette, sports collectifs/escrime, baignade

Centre sportif Béatrice-Hess.

À partir de 10 ans.

Renseignements au service des Sports, 57, rue du Général-Schramm 01 49 92 60 80.

26 OCTOBRE

MÉDIATHÈQUE ATELIER CRÉATIF

Marie-Hélène Taisne propose un atelier créatif « chauve-sourigami ». Vous apprendrez à réaliser des chauves-souris en origami.

Médiathèque Aimé-Césaire, à 15h.

Sur inscription au 01 71 86 37 37.

29 OCTOBRE

MÉDIATHÈQUE ATELIER VÉGÉTALISATION

Apprenez à semer, planter et récolter. Vous pourrez également suivre l'évolution des cultures et apporter vos bonnes idées!

Médiathèque John-Lennon, à 15h.

Sur inscription au 01 71 86 34 70.

À partir de 6 ans.

30 OCTOBRE ET 6 NOVEMBRE

SENIORS ATELIERS NUMÉRIQUES



Ces ateliers thématiques vous aident à devenir le plus autonome possible sur les questions du numérique. Au programme: smartphone, réseaux sociaux, démarches en ligne, santé en ligne, etc.

Maison des seniors Marcel-Paul, à 9h30.

31 OCTOBRE

CINÉMA MON PETIT HALLOWEEN

Projection « ciné-déguisé + bonbons » de courts métrages sur le thème d'Halloween en direction des enfants à partir de 6 ans.

Cinéma L'Étoile, à 14h.

2 NOVEMBRE

SPORT GOLDEN KIDS



Tournoi éducatif de boxe thaïlandaise pour enfants, organisé par le Derek boxing et la Lidfkmda.

Gymnase Béatrice-Hess, à partir de 10h.

DU 7 AU 16 NOVEMBRE

MUNICIPALITÉ RÉFÉRENDUM COURNEUVIEN



Pour cette 4^e édition du Référendum courneuvien, le thème choisi est le « droit aux toilettes ».

POUR TOUT SAVOIR, LIRE LES PAGES 4-5.

8 NOVEMBRE

SANTÉ CAFÉ DES AIDANT-E-S

Vous accompagnez un proche malade, en situation de handicap ou dépendant du fait de l'âge? Autour d'un café, venez échanger votre expérience avec d'autres personnes. Animé par des professionnels, le Café des aidant-e-s est un temps convivial d'échange et d'information en libre accès.

Maison de la citoyenneté James-Marson, à 14h.

8 NOVEMBRE

ATELIERS COMPOSTAGE

Plaine Commune propose gratuitement aux habitant-e-s du territoire différents moyens de composter, que vous résidiez en appartement ou en pavillon.

Boutique de quartier des Quatre-Routes, 1, rue Danielle-Mitterrand, de 17h30 à 19h.



Inscription en ligne en scannant ce QR code.

9 NOVEMBRE

PETITE ENFANCE WOOOOOOOOOL



Un spectacle de créatures de laine et de musique sur les métamorphoses. Une aventure sensorielle pour petit-e-s et grand-e-s.

Centre culturel Jean-Houdremont, à 10h30.

JUSQU'AU 18 NOVEMBRE

MUSIQUE TU ES RAPPEUSE?

Le dispositif « Lab93 » est le premier incubateur pour rappeuses en Seine-Saint-Denis! Par le biais de formations professionnalisantes, de rencontres avec des professionnels du milieu du rap et d'opportunités de concerts, les rappeuses ont la possibilité de se former, de bénéficier d'opportunités professionnelles et d'exprimer leur art librement. Les candidatures sont à envoyer avant le 18 novembre.



Plus d'informations en scannant ce QR code.

Waël Sghaier, documentariste

« Je veux donner la parole à ceux qui ne l'ont pas »

Passé derrière la caméra « un peu par hasard » en 2016, l'enfant du 93 l'utilise depuis comme un moyen de proposer un autre regard sur le territoire et ses habitant-e-s.

Le temps, c'est à la fois sa faiblesse et sa force. « Dans ma méthodologie de travail, j'ai du mal à me projeter sans passer beaucoup de temps avec les personnages de mes films avant de tourner. J'adore écouter les gens. C'est complexe à financer », rigole Waël Sghaier. Mais ça permet de créer une proximité et d'obtenir des paroles et des émotions spontanées, auxquelles il tient énormément. « J'essaie de continuer et de creuser cette démarche, d'emmener là-dedans les gens avec qui je travaille. On est là pour une aventure humaine, pour se créer plein de familles! »

Quand, en 2014, il décide de voyager en Seine-Saint-Denis dans le cadre de son stage de fin d'études en master 2 de tourisme, le temps, déjà, est le secret. Pendant quatre mois et demi, le jeune homme originaire d'Aulnay-sous-Bois parcourt à pied, à vélo ou en transports en commun les quarante villes du département et dort chez les habitant-e-s. Ses découvertes, ses coups de cœur et ses rencontres nourrissent

un blog hébergé par le Comité départemental du tourisme, *Mon incroyable 93*, qui montre toute la richesse du territoire, loin des « poncifs ».

Deux ans plus tard, il renouvelle le périple, pour un documentaire cette fois. Même si ce féru de cinéma a songé un temps à faire une formation dans ce domaine avant de renoncer en découvrant le « concept d'école payante », il arrive à la réalisation

« Mon envie, c'est de changer les couleurs qu'on a l'habitude de voir dans les images sur les quartiers populaires. »



Léa Desjours

« un peu par hasard ». « Lors d'une soirée de financement pour le blog, on m'a dit que c'était dommage qu'il n'y ait pas d'images, alors je suis parti tourner un teaser avec un pote. Et après, tous les médias qui m'ont

interviewé m'ont présenté comme un réalisateur et un producteur m'a proposé d'en faire un film. »

Un peu par hasard donc, Waël Sghaier a trouvé une passion et une mission. « Je mets tout mon cœur,

toute mon âme et tout mon corps dans mes films! J'aime bien la citation de Steven Spielberg où il dit qu'il n'est jamais allé chez un psy parce que raconter des histoires est sa thérapie. Et je suis au service d'un projet : je veux donner la parole à ceux qui ne l'ont pas et montrer la réalité. Il y a des réalités complètement fausses qui se construisent, qui circulent et qu'on se prend en pleine figure. »

Comme *Mon incroyable 93*, tous ses documentaires sont liés à son département. Dans *Banlie.ue*, il évoque les ressemblances – abandon de l'État, violences policières, gen-

trification... – entre les quartiers populaires de France et d'autres pays d'Europe. « C'est un échelon qu'on a tendance à oublier alors qu'il est parfois plus important que l'échelon national, il faut reprendre la main sur ce récit-là. » Et dans *Elle danse*, tourné dans un Ehpad d'Aubervilliers, il montre « comment on vieillit en Seine-Saint-Denis ».

Cet engagement lui vaut des commandes de la part de collectivités et d'organisations du territoire. En 2023, il réalise ainsi un film plein de joie sur la diversité linguistique et le vivre-ensemble à La Courneuve, *Une seule Ville Monde**. Et en 2024, un film plein de douceur sur la préparation de la parade « On ne va pas se défilier » qui s'est tenue le 23 juin dans le cadre de l'Olympiade culturelle, où il suit quatre jeunes dont un de La Courneuve. « Mon envie, c'est de changer les couleurs qu'on a l'habitude de voir dans les images sur les quartiers populaires. Je veux que les personnes soient belles, que les bâtiments, même s'ils sont gris, soient beaux... »

Huit ans après ses débuts, celui qui s'est installé à Pantin garde « un sentiment d'imposture » malgré son expérience et ne vit « pas totalement de ce métier ». Ça ne l'empêche pas de réfléchir à son prochain documentaire, sur l'immigration. Et ça lui permet d'explorer d'autres domaines : l'éducation aux médias et à l'information – il anime des ateliers –, la réalisation de podcasts, la musique – il a été programmateur associé pour un lieu culturel... « En ce moment, j'ai plutôt envie de faire de la cuisine! Les start-uppers ont inventé le mot "slashers"*** récemment, mais dans les quartiers, ça fait longtemps qu'on est multiples, qu'on essaie de couvrir tout le champ des possibles. » C'est juste une question de temps. ● Olivia Moulin

* Le film est disponible ici : <https://www.youtube.com/watch?v=28q7EEHABAO>

** Mot qui désigne les personnes cumulant plusieurs activités, en référence au signe / (slash en anglais).

Le journal de La Courneuve

regards

38, av. de la République - 93126 La Courneuve Cedex

Tél. : 01 49 92 61 40

Web : www.lacourneuve.frCourriel : regards@lacourneuve.fr

Direction de la publication : Gilles Poux
Direction de la rédaction : Pascale Fournier
Conception éditoriale et graphique : Babel
Rédaction en chef : Pascale Fournier
Rédaction en chef adjoint : Claude Rambaud
Rédaction : Mariam Diop, Nicolas Liébault, Isabelle Meurisse, Olivia Moulin

Secrétariat de rédaction : Stéphanie Durteste
Maquette : Denis Pichelin
Photographie : Léa Desjours
Photo de couverture : Léa Desjours
Couverture du sortir : Nicolas Vieira
Ont collaboré à ce numéro : Nadège Dubessay, Jeanne Frank, Névil Gagnepain, Meyer, Jean-Michel Sicot.

Pour envoyer un courriel à la rédaction : prenom.nom@lacourneuve.fr
Impression : Public Imprim
Publicité : Médias & publicité - A. Brasero : 01 49 46 29 46
 Ce numéro a été imprimé à 19 000 exemplaires.